

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	53	22

N° de la séance : 39

Objet de la délibération: Direction
Environnement et Régie - Répartition des coûts
d'exploitation du Palm 9 - Convention
avec la Communauté d'Agglomération
Cannes Pays des Lérins - Avenant n°2

- Original
 - Expédition certifiée conforme à l'original
- Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2017.138

Date de la convocation :
Le 03/10/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **20 OCT. 2017**

de la réception s/Préfecture
en date du **20 OCT. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 09 octobre 2017

L'an deux mil dix-sept et le 09 octobre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de octobre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Henri GANNARD, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Marie BENASSAYAG, Elisabeth JANIN, Bernard MONIER, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Marina LONVIS, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Martine BONNEAU, Christophe ETORE, Michel BERTRAND, Béatrice VIGNOLO, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Valérie TIERAN-GNONI, Laurent COLLIN, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Déborah MINEI, Matthieu GILLI

PROCURATIONS :

Marc DAUNIS à Christophe ETORE, Richard THIERY à Gérald LOMBARDO, René TRASTOUR à Jean-Paul ARNAUD, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Michel VIANO à Henri GANNARD

ABSENTS :

Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Angèle MURATORI, Anne-Marie BOUSQUET, Cléa PUGNAIRE, Patrick CHAGNEAU, Anne-Marie DUMONT, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Martine SAVALLI, Abderrazak SALOUH, Anne CHEVALIER, Khéra BADAOU, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Matthieu GILLI, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Monsieur OCCELLI,

Afin de ne pas pénaliser les usagers du secteur du Col Saint-Antoine, et pour les acheminer en correspondance avec les lignes du Réseau Envibus et celle du réseau de la Communauté d'Agglomération Cannes-Pays de Lérins (C.A.C.P.L), une ligne Palm 9 de transport à la demande a été mise en place en septembre 2013.

Toutefois, ce mode de transport ne répondant pas aux besoins réels des usagers du secteur concerné, il a été convenu qu'à compter du 1^{er} juillet 2015, la ligne Palm 9 soit réaffectée en ligne régulière, effectuant ses services sur l'ensemble du secteur du Col Saint-Antoine, depuis l'arrêt Fournas sur le territoire de la C.A.S.A jusqu'à la gare SNCF de Cannes, avec un véhicule minibus.

Ainsi, cette ligne permet de favoriser les échanges entre les communes de Vallauris/Golfe-Juan et de Cannes, et vient en complémentarité de l'offre de transport du réseau Envibus. En effet, la ligne 18 « Vallauris/Golfe-Juan/Cannes » du réseau Envibus de la C.A.S.A ne dessert pas le Col Saint Antoine à Vallauris compte tenu de l'étroitesse de la voirie et de la dangerosité liée à l'utilisation d'un grand véhicule.

De ce fait, une convention définissant le rôle des deux Autorités Organisatrices de la Mobilité et leur participation financière respective pour le bon déroulement de l'exécution de la ligne « Palm 9 » a été approuvée le 13 avril 2015 par les Conseils Communautaires de la C.A.S.A. et de la C.A.C.P.L.

Un premier avenant à cette convention a été conclu le 27 avril 2017, afin de :

- remplacer l'indice S qui a été supprimé, par l'INSEE depuis le 1^{er} janvier 2016, dans la formule de révision de l'article 9 et fixer les valeurs d'indice 0 ;
- modifier les dispositions des articles 8 à 10 de la convention initiale, relatifs à la répartition financière entre les deux Autorités.

Au regard des besoins actuels, et afin d'offrir aux usagers une offre de services toujours plus qualitative, il a été convenu que la ligne régulière Palm 9 devait, à compter du 1^{er} juillet 2017, effectuer ses services avec un véhicule de moyenne capacité offrant 60 places.

En conséquence, il est nécessaire d'actualiser le montant prévisionnel annuel des coûts d'exploitation de la ligne et la répartition financière qui en découle entre les deux collectivités.

La répartition des coûts estimatifs est donc établie de la manière suivante à compter du 1^{er} juillet 2017 :

- C.A.S.A : **94 055,73€ HT/an** (soit 37.41 % du coût)
- C.A.C.P.L : **157 362,97 € HT/an** (soit 62.59 % du coût)

Pour l'année 2017, la répartition des coûts estimatifs est établie de la manière suivante :

- ***Premier semestre 2017- La répartition des coûts estimatifs est donc établie de la manière suivante :***
 - C.A.S.A : **46 033.51€ HT** (soit 37.41 % du coût sur 6 mois)
 - C.A.C.P.L : **77 017.85€ HT** (soit 62.59 % du coût sur 6 mois)
- ***Second semestre 2017- La répartition des coûts estimatifs est donc établie de la manière suivante :***
 - C.A.S.A : **47 027, 87 € HT** (soit 37.41 % du coût sur 6 mois)
 - C.A.C.P.L : **78 681, 49 € HT** (soit 62.59 % du coût sur 6 mois)

L'avenant n°2 à la convention bipartite entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Communauté d'Agglomération Cannes Pays des Lérins relative à la répartition des coûts d'exploitation de la ligne Palm 9 a donc pour objet de modifier les articles 4 à 8 de la convention initiale.

Il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'avenant n°2 à la convention bipartite entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Communauté d'Agglomération Cannes Pays des Lérins relative à la répartition des coûts d'exploitation du Palm 9, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°2.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'avenant n°2 à la convention bipartite entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Communauté d'Agglomération Cannes Pays des Lérins relative à la répartition des coûts d'exploitation du Palm 9, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ledit avenant n°2.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 09 octobre 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



Convention bipartite entre la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis et la Communauté d'Agglomération Cannes Pays des Lérins relative à la répartition des coûts d'exploitation du Palm 9 - Avenant n° 2

Entre les soussignés :

D'une part

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis dont le siège social est à la Mairie d'ANTIBES, cours Masséna 06600 ANTIBES, représentée par son Président, Jean LEONETTI, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017,

Dénommée ci-après « **La C.A.S.A** »,

Et

D'autre part

La Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins dont le siège social est à Cannes - Hôtel de ville - CS 5044, -06414 CANNES, représentée par son Président, Monsieur Bernard BROCHAND, lui-même représenté par son 1^{er} Vice-Président délégué aux Transports, au Déploiement et aux Travaux du PALM EXPRESS, à la Voirie et au Pôle Métropolitain, Monsieur Richard GALY, habilité à cet effet par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 Juin 2017,

Et ci-après dénommée : « **C.A.C.P.L** »,

Exposé préalable

Une convention définissant le rôle des deux autorités organisatrices de la mobilité la C.A.S.A et la C.A.C.P.L et leur participation financière respective pour le bon déroulement de l'exécution de la ligne « Palm 9 » a été approuvée le 13 avril 2015 par les Conseils Communautaires de la C.A.S.A. et de la C.A.C.P.L. Un avenant n° 1 à la convention signé en Avril 2017 a permis de préciser les montants HT de la participation financière des parties, de modifier les indices de révision devenus obsolètes et clarifier les modalités de paiement de la participation financière.

ARTICLE 1 - Objet de l'avenant n° 2 :

Le présent avenant n° 2 a pour objet d'acter du changement de véhicule utilisé sur la ligne et, par voie de conséquence, d'actualiser le montant prévisionnel annuel des coûts d'exploitation de la ligne.

ARTICLE 2 - Incidence sur la durée de la convention

Sans incidence.

ARTICLE 3 - Modifications introduites par l'avenant et incidence financière

1/ L'article 4 de la convention initiale est remplacé par les dispositions ci-après :

Article 4 - Caractéristiques des services :

La ligne PALM 9 est une ligne régulière qui effectue ses services sur l'ensemble du secteur du col Saint-Antoine depuis l'arrêt Fournas sur le territoire de la C.A.S.A jusqu'à la gare SNCF de Cannes avec, à compter du 1^{er} juillet 2017, un véhicule de moyenne capacité d'environ 60 places.

En cas de modifications mineures d'exploitation de la ligne (modification ou création de points d'arrêt, modification d'itinéraire) la C.A.C.P.L en informera la C.A.S.A.

En revanche, les modifications majeures (changements d'itinéraires, de capacité de véhicule, d'amplitude horaires et de fréquence...) devront faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

2/ L'article 8 de l'avenant n°1 est remplacé par les dispositions ci-après :

Article 8 - Répartition financière des A.O.T :

La C.A.S.A. règle à la C.A.C.P.L une quote-part des frais d'exploitation et charges du service de transport.

*Le changement de véhicule engendre une moins-value de 4 200 € HT sur le coût annuel de mise à disposition du véhicule, mais une augmentation des frais kilométriques de 9 516 € HT. Il en résulte donc une augmentation du montant annuel prévisionnel initial des coûts d'exploitation de la ligne de **5 316 € HT**.*

*La participation financière, déterminée sur la base du montant prévisionnel annuel des coûts d'exploitation de la ligne, est donc portée à **251 418,72 € HT** estimés sur la base de 59 475 kms annuels estimés.*

Cette participation financière est calculée au prorata du kilométrage effectué par le véhicule pour la desserte de chaque territoire.

La répartition des coûts estimatifs est donc établie de la manière suivante à compter du 1^{er} juillet 2017:

- C.A.S.A : **94 055, 73 € HT/an** (soit 37.41 % du coût)
- C.A.C.P.L : **157 362, 97 € HT/an** (soit 62.59 % du coût)

Pour l'année 2017, la répartition des coûts estimatifs est établie de la manière suivante :

- ***Premier semestre 2017- La répartition des coûts estimatifs est donc établie de la manière suivante:***

- C.A.S.A : **46 033.51€ HT** (soit 37.41 % du coût sur 6 mois)
- C.A.C.P.L : **77 017.85€ HT** (soit 62.59 % du coût sur 6 mois)

- ***Second semestre 2017- La répartition des coûts estimatifs est donc établie de la manière suivante:***

- C.A.S.A : **47 027, 87 € HT** (soit 37.41 % du coût sur 6 mois)
- C.A.C.P.L : **78 681, 49 € HT** (soit 62.59 % du coût sur 6 mois)

Les recettes encaissées issues des ventes de billet à l'unité sur cette ligne seront réparties sur le même prorata entre les deux collectivités.

La C.A.S.A. émettra, au mois de juillet de chaque année à terme échu, un titre de recettes à l'encontre de la C.A.C.P.L représentant 37.41 % de la totalité des recettes de billets à l'unité vendus et validés sur la ligne.

Les rapports mensuels désignés à l'article 6 de la convention serviront de justificatifs à l'émission de ces titres de recettes.

ARTICLE 4 - Autres dispositions

Toutes les autres clauses et conditions générales de la convention demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction.

Fait en deux (2) exemplaires, le

**Le Président de la Communauté
d'Agglomération Sophia Antipolis**

Jean LEONETTI

**Pour le Président et par délégation,
Le 1^{er} Vice-Président de la C.A.C.P.L délégué aux
Transports, au Déploiement et aux Travaux du
PALM EXPRESS, à la Voirie et au Pôle
Métropolitain**

Richard GALY

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 09/10/2017
Numéro : CC_2017_138
Nature : DE - Deliberations
Objet : Répartition des coûts d'exploitation du Palm 9 -
Convention avec la Communauté d'Agglomération
Cannes Pays des Lérins - Avenant n.2
Matière : 8.7 - Transports
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : AYYLVIQ

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 20/10/2017
Identifiant : 006-240600585-20171009-CC_2017_138-DE

Acte reçu

Date : 09/10/2017
Numéro interne : CC_2017_138
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 7
Objet : Répartition des coûts d'exploitation du Palm 9 - Convention avec la Communauté d'Agglomération
Cannes Pays des Lérins - Avenant n.2
Classification utilisée : 19/04/2017
Document : 006-240600585-20171009-CC_2017_138-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
006-240600585-20171009-CC_2017_138-DE-1-1_2.PDF